

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

LA SITUATION DEVIENT INTENABLE

Demande d'intervention imminente en Espagne

PAGE 21

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



LOUIS CAPITAL MARKETS À GENÈVE

Délocalisation d'un leader du trading

PAGE 4

LIVRAISON DE DONNÉES AUX ÉTATS-UNIS Verdict inattendu à Genève

PAGE 3

GRUPE CLUB MED EN SUISSE ALÉMANIQUE Le fort potentiel de rattrapage

PAGE 8

GRUPE DE GESTION PRIVÉE QUILVEST L'implantation à Genève

PAGE 4

LE TITRE MYRIAD A PERDU 15% HIER Conjonction d'impacts négatifs

PAGE 7

ALERTE DANS L'INDUSTRIE DU TABAC Emplois supprimés à Boncourt

PAGE 7

RENDEMENTS DES SMALL CAPS EN SUISSE Comparables aux émergents

PAGE 14

YVES NIDEGGER ENTRE EN CAMPAGNE Les raisons de refuser Rubik

PAGE 2

Le retour des meubles à secrets



ANTOINE LOROTTE. Les associés de départ sont toujours à la tête de FiveCo. L'ancienne start-up médiatique de Lausanne-Renens crée une ligne de mobilier à dimension technologique.

Basée à Lausanne-Renens, la société de conseil en ingénierie FiveCo lancera le 4 octobre la marque Art of Secret. Avec cette ligne de mobilier, l'entreprise réalise des pièces uniques ou en édition limitée, redécouvrant l'art des ébénistes des siècles passés, célèbres pour leur meubles à secrets. Ingénieurs, designers et ébénistes allient ainsi leurs savoir-faire dans la réalisation d'objets singuliers. La marque offre pour l'instant deux produits: une table de nuit disposant d'un tiroir secret accessible par empreinte digitale et un bureau de direction en Alcantara et bois précieux intégrant quatre tiroirs secrets. Start-up créée en 2002 par cinq ingénieurs de l'Ecole polytechnique de Lausanne avec le soutien de Genilem, FiveCo est aujourd'hui un bureau d'ingénieurs orienté microtechniques, mécanique ou encore imagerie, présent dans les secteurs de l'horlogerie, des technologies médicales et dans la recherche et développement industrielle. Art of Secret n'est pas la première marque créée par FiveCo à partir de l'une de ses innovations. En 2009, FiveCo imagine pour les particuliers une nouvelle gestion de leur cave à vin avec Mémoire du Vin. Ce projet conduit à la création en 2010 Label Suisse Passion, regroupant des marques ayant pour valeurs l'authenticité, le prestige et la défense de la qualité et du savoir-faire suisses. **PAGE 7**

Les alternatives possibles au conflit fiscal américain

La stratégie actuelle semble vouée à l'échec. Les conventions de double imposition offrent d'éventuelles solutions.

PIOTR KACZOR

La stratégie développée en Suisse dans le cadre de l'actuel conflit fiscal avec les Etats-Unis mène tout droit vers une impasse. René Matteotti, professeur de droit international à l'Université de Zurich et avocat (Of Counsel) auprès du cabinet Baker & McKenzie en est apparemment convaincu. Une impasse qui à la longue est de nature à porter préjudice aux onze banques impliquées dans ce conflit et à l'ensemble du secteur bancaire. Même si

d'un point de vue économique, les autorités américaines n'ont pas intérêt à fermer un établissement bancaire provenant d'un pays qui comme la Suisse occupe le rôle de premier investisseur privé aux Etats-Unis ainsi que le souligne Urs Schenker (associé exécutif du cabinet). Compte tenu de la situation, ce dernier a jugé utile d'inviter les médias hier à Zurich pour préciser ses vues sur ce litige lancinant.

René Matteotti recommande l'élaboration d'un plan B si des concessions défavorables devaient être

consenties vis-à-vis des instances américaines en cause. L'une des solutions préconisées consisterait à doter la Convention de double imposition (CDI) Suisse-Etats-Unis de 2009 d'un protocole additionnel qui élimine l'interdiction de rétroactivité. Une alternative qui ne pourrait toutefois être acceptée par les tribunaux qu'en liaison avec la mise en place par le pays concerné de mesures spéciales d'amnistie, ou d'un programme de dénonciation spontanée non punissable. Une telle solution comporte cependant

le risque politique que d'autres Etats en demandent aussi l'application.

L'expert suggère de s'appuyer sur la CDI Suisse-USA de 1996 qui, en fait, laisse une marge d'appréciation relativement plus élevée de la définition d'escroquerie fiscale (tax fraud or the like) ou fraude fiscale et délits semblables, qui vont donc au-delà de la simple soustraction fiscale. Deux voies sont dès lors possibles selon René Matteotti. Avec dans les deux cas un détour par le Parlement. **SUITE PAGE 3**

EVOLVA ENREGISTRE D'IMPORTANTES SUCCÈS

Le biotech au-delà des focus pharma

NEIL GOLDSMITH. Son approche non conventionnelle du biotech trouve déjà du répondant dans l'activité arômes et parfums. Givaudan et Firmenich dans la clientèle cible. **Entretien. PAGE 6**



ÉDITORIAL SÉBASTIEN RUCHE

Les signaux contradictoires

Hasard du calendrier, deux études envoient des signaux quelque peu contradictoires sur l'évolution de la place financière suisse. Hier, les chiffres-clés du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales confirmaient que la contribution (forcément relative) des banques à la création de valeur de la place financière suisse avait pratiquement stagné sur dix ans, avec néanmoins un pic en 2006 (lire page 5). La veille, le Global Financial Centres Index de septembre avait consacré le retour de Genève parmi les dix plus importantes places financières du globe. Zurich atteint la cinquième position.

Point commun entre ces deux sources, le secteur assurances a largement augmenté sa création de valeur en Suisse sur dix ans et fait un véritable bond en avant dans un sous-indice du classement des centres financiers internationaux. Genève et Zurich ont bien entendu bénéficié du recul de leurs concurrents européens, impactés par la crise de la dette (l'étude a été menée avant le scandale du Libor), et asiatiques, qui marquent peut-être une pause après leur remarquable ascension des dernières années. Mais pas seulement: Genève et Zurich obtien-

ent des notes plus élevées qu'il y a six mois dans le Global Financial Centres Index. Elles découlent d'une combinaison d'indicateurs structurels et d'un sondage réalisé auprès de la communauté financière mondiale.

Genève progresse dans les cinq domaines de compétitivité du Global Financial Centres Index et se maintient dans les dix premières places pour le wealth management (5^e), les services professionnels (5^e), le cadre réglementaire (8^e) et l'assurance (7^e). Mais pas dans le Top ten de l'asset management.

Ces évaluations reflètent surtout la perception de la place par le reste du monde. Genève apparaît comme particulièrement solide malgré les pressions internationales, l'évolution vers davantage de transparence et la nécessité globale de trouver de nouvelles méthodes de fonctionnement. Genève est même mieux notée dans le domaine des infrastructures qu'elle ne l'était il y a six mois... Le classement des centres financiers a d'ailleurs été publié le jour où le Conseil d'Etat communiquait des mesures pour améliorer le chaos des transports publics. Comme si les sondés avaient anticipé le succès en la matière. Ils semblent bien les seuls. ■

L'évolution contrastée des profils de faillites

L'arc lémanique et les Sàrl particulièrement concernés. Les carences organisationnelles explosent à Genève.

CHRISTIAN AFFOLTER

La livraison d'août des statistiques mensuelles publiées par Dun & Bradstreet (D&B) sur les faillites d'entreprises signale une forte augmentation de 24% du nombre de cas d'insolvabilité dans l'arc lémanique sur les huit premiers mois comparé à la même période de 2011. A l'échelle suisse, leur hausse n'a été que de 6%. La part des sociétés à responsabilité limitée (Sàrl) est toujours disproportionnellement élevée, puisqu'elle s'élève à 42,7% des cas, alors qu'elles ne représentent que 23,7% des entreprises. La société anonyme reste la forme juridique la plus souvent choisie (34,9%), suivie par l'entre-

prise individuelle (29,6%). La tendance observable depuis 2006 (où ces trois formes avaient une part quasi égale aux cas d'insolvabilité) se confirme. Parmi les raisons avancées par D&B figurent les exigences moins élevées de capital (20.000 francs au lieu de 100.000 francs pour une SA), et la responsabilité de l'entrepreneur limitée à aux disponibilités de l'entreprise. Des conditions plus favorables qui ont donc pour conséquence négative une surexposition aux faillites, D&B recommandant d'être particulièrement vigilant à l'égard de leur solvabilité.

Les chiffres concernant le canton de Genève contiennent une autre hausse spectaculaire: les faillites prononcées en raison de carences organisationnelles ont bondi de 346%, à 214 cas. Ces carences concernent l'obligation de révision des comptes annuels ou simplement la présence d'administrateurs. **SUITE PAGE 5**



9 771421 948004 4 0039

Perte lourdement creusée sur les six premiers mois

MYRIAD. Le développeur IT basé à Zurich cumule les effets négatifs. Le titre a perdu hier près de 15%.

Le développeur de logiciels pour la téléphonie mobile et la télévision zurichois Myriad a fortement aggravé sa perte au premier semestre 2012, en raison de la forte baisse des ventes et de coûts de restructuration. Il annonce également le départ de son président exécutif Simon Wilkinson ainsi qu'une augmentation de capital. Le résultat net de Myriad ressort en négatif de 23,3 millions de dollars, après une perte de 4,6 millions un an plus tôt. Le résultat opérationnel EBIT s'inscrit à -23,4 millions de dollars, contre -3,3 un an plus tôt. Avant coûts de restructuration, il s'établit à -17,3 millions, pour un bénéfice de 0,4 millions au premier semestre 2011.

Au niveau EBITDA, avant coûts de restructuration et d'acquisition, le résultat apparaît à -6,3 millions de dollars, la marge correspondante s'inscrivant à -25%, à mettre en parallèle avec un bénéfice de 7,3 millions et une marge de 21% sur les six premiers mois de 2011. Le chiffre d'affaires de Myriad a chuté de 28%, à 25,1 (35,1) mio USD, sur la période sous revue. Myriad explique la contre-performance par une baisse de la demande en logiciels compte tenu de la diminution des volumes de ventes de téléphones portables classiques.

Les revenus de licences ont été divisés par deux, à 10,7 mio USD. Les recettes des activités de services se sont en revanche améliorées de 5,1% à 14,4 mio USD, relève la société. La division «Device Solutions», qui couvre la technique et les logiciels, a réalisé un chiffre d'affaires de 14 millions de dollars. «Mobile Services» a de son côté généré des produits à hauteur de 11,1 millions. Une partie des activités de la société britannique Synchronica, acquise au cours du semestre, a été intégrée dans cette division.

En même temps que ses comptes semestriels, Myriad a annoncé le départ, avec effet immédiat, de son président exécutif, Simon Wilkinson, en place depuis 2009. Jusqu'à la nomination de son successeur, Simon Wilkinson sera remplacé par un trio, comprenant le directeur financier James Bodha, le COO Gary Bunney et le directeur marketing Mike Grant. Myriad prévoit une nette amélioration de sa rentabilité au second semestre 2012 par rapport au premier semestre de l'exercice, grâce à une amélioration de la demande,

à l'effet de l'acquisition Synchronica et à une stricte politique de réduction des coûts. Afin de finaliser le processus d'intégration et de rationalisation de Synchronica et d'assurer un financement suffisant au groupe, Myriad lance une augmentation de capital de 10 millions de francs via l'émission de 4,035 millions d'actions d'une valeur nominale de 0,10 franc. Le prix d'émission est de 2,50 francs. Myriad a bouclé la transaction Synchronica en juin. L'opération a valorisé la société à près de 36 millions de francs. ■

Renouvellement in extremis

Le remaniement du management annoncé dans la foulée de la perte semestrielle est loin de clarifier la situation. Le groupe se jette volontairement dans une période de transition (Simon Wilkinson, à l'exécutif depuis 2009 se retire sans solution de remplacement définitive) dont on ne voit ni clairement l'issue, ni clairement la raison. Selon le président non exécutif (maintenant partiellement actif à l'opérationnel), le renouvellement répond à plusieurs impératifs. Le président ne commente pas, mais le premier impératif est sans doute lié à la pression de l'actionnariat (dont Martin Ebner à près de 15%), face à un cumul très négatif: pertes chroniques et nouvelle dilution par émission d'actions (pour financer la reprise de Synchronica). Le retrait immédiat de Simon Wilkinson servirait officiellement à rap-

procher l'actuel conseil d'administration, remanié en mai dernier, de l'opérationnel. Histoire de mieux comprendre le marché et tester les compétences des trois managers intermédiaires en lice pour la reprise définitive de la fonction de CEO. Puisque, selon le président, en aparté des résultats hier à Zurich, il ne peut s'agir que d'une solution interne. Aucun détail ne transparait en termes de profil du candidat. Aucune précision non plus sur les priorités stratégiques sur lesquelles seront testés les candidats. Le seul impératif à ce stade est d'augmenté les revenus. «Il sera toujours possible de tailler dans les coûts par la suite.» Le signal ne semble pas optimal et surtout pas de nature à relâcher la pression exercée à court terme sur Myriad, qui n'a toujours pas convaincu malgré les tentatives multiples. (SG)

Innovation inédite et créative

FIVECO. La start-up en vue des années 2000 lance un label de mobilier à dimension technologique.

Start-up créée en 2002 par cinq ingénieurs de l'Ecole polytechnique de Lausanne, soutenue par Genilem, FiveCo a véritablement pris son envol en 2006 avec la réalisation du Raptor de Dietlin, une vitrine horlogère permettant de supprimer les vitres de protection tout en garantissant un maximum de sécurité pour l'objet présenté. La société connaît depuis une croissance régulière et le capital est toujours en mains des associés de départ. Co-créateur de l'entreprise, le directeur, Antoine Lorotte, célèbre la fin de la première décennie en lançant, le 4 octobre prochain, une nouvelle marque, Art of Secret (*lire l'Agefi du 11 septembre*). Ce projet ambitieux marie mobilier haut-de-gamme et haute-technologie.

Comment définiriez-vous FiveCo?

Très simplement, nous sommes un bureau d'ingénieurs en micro-technique. C'est-à-dire que nous sommes au point de rencontre de trois domaines: la mécanique, l'informatique et l'électronique. Nous sommes présents dans les secteurs de l'horlogerie, des technologies médicales et dans la recherche et développement industrielle. Cette activité représente 85% de notre chiffre d'affaire.

Vous ne vous cantonnez pas qu'à ces domaines...

Effectivement, puisque depuis cinq ans, nous avons ajouté une dimension créative à notre activité. Nous développons de nouveaux concepts que nous proposons à différentes sociétés. Les idées naissent chez nous, nous les réalisons et ensuite, nous cherchons à les vendre. Nous n'y arrivons pas toujours, mais ce n'est pas important. Chaque réalisation est un défi que nous cherchons à surmonter. Notre motivation est là.

Est-ce dans cet esprit qu'est né Mémoire du vin?

Exactement. En 2009, nous avons imaginé pour les particuliers une nouvelle gestion de leur cave à vin. Il s'agit d'une approche entièrement nouvelle: un monolithe aux lignes pures de bois de chêne massif - expression de la simplicité et de l'authenticité à mes yeux - se révèle en fait être un outil précieux et fonctionnel pour gérer sa cave, autant pour ajouter une note personnelle sur un vin que pour parcourir sa collection. Nous avons voulu que cet objet soit proche d'une sculpture à la fois contemporaine et high-tech, autant à sa place dans une cave que dans un salon. Les informations d'un vin sont contenues dans un anneau que l'on enserme sur le goulot. Cet anneau est étudié pour habiller toutes sortes de bouteilles, il devient la mémoire de celle-

ci. Il vous suffira de passer l'anneau sur le côté du monolithe pour que le lecteur en lise les informations. Elles seront alors affichées sur l'écran tactile. C'est un objet exclusif qui coûte environ 28.000 francs et qui nécessite quatre mois de fabrication. Pour l'instant, nous en avons vendu onze. Tous à des passionnés de vin, bien évidemment.

Allez-vous continuer dans ce genre de création?

Oui, comme le prouve la naissance prochaine de «Art of Secret». Encore une fois, il s'agit d'un projet un peu fou. Nous avons voulu allier excellence mobilière et technologie. C'était pour nous une façon de redécouvrir l'art des ébénistes des temps passés fabriquant des meubles à tiroirs secrets. Ces meubles, en plus d'être esthétiques, permettent à leurs propriétaires de conserver astucieusement et sûrement ce qu'ils ont de précieux. Je ne tiens pas à en dire plus. L'idée même d'un tiroir secret est qu'on en parle à personne.

Pensez-vous un jour vous consacrez uniquement à ces marques?

Non, nous souhaitons rester des ingénieurs et des créatifs. Nous innovons mais nous restons à notre place. Notre but est simplement de nous faire plaisir. L'idéal pour «Art of Secret» serait de trouver des partenaires qui commercialiseraient les meubles pour nous. Nous souhaitons aussi dé-

velopper certaines valeurs, comme l'authenticité, la qualité, le savoir-faire suisse. Mémoire du vin a ainsi conduit à la création en 2010 d'un label regroupant des marques autour de ces idées. C'est le Label Suisse Passion, mis en œuvre avec quatre autres sociétés: JMC Lutherie, Bustier, Carminis, Zai. Ces valeurs sont vraiment importantes pour nous. Nous y croyons et nous nous y retrouvons.

Vous fixez-vous des limites dans l'innovation?

Notre grand plaisir, scientifiquement parlant, est de trouver une solution à un problème. Tout en répondant au point de vue industriel, qui exige la plus grande fiabilité, la grande autonomie et l'aspect le plus compact possible. C'est un domaine où l'erreur n'existe pas. Après, il n'y a pas vraiment de limite. Un proche m'a dit un jour: «tu réussiras parce qu'en plus d'être innovant, tu es complètement dingue.» C'est peut-être vrai. Disons plutôt que je ne peux pas résister à un défi technologique.

INTERVIEW:
NOËL LABELLE

«CHAQUE RÉALISATION EST UN DÉFI QUE NOUS CHERCHONS À SURMONTER. NOTRE MOTIVATION EST LÀ.»

Près de trente emplois supprimés à Boncourt

BAT. Le site de production jurassien est touché par le licenciement de onze personnes. Le groupe demande à dix-huit autres employés de prendre une retraite anticipée.

Nouveau coup dur pour l'économie de l'Arc jurassien. British American Tobacco supprime près de trente emplois sur son site de production à Boncourt (JU). Le cigarettier biffe onze postes de travail et demande à dix-huit personnes de prendre une retraite anticipée. L'usine BAT se restructure dès le 1^{er} octobre pour «améliorer sa compétitivité sur le marché», a annoncé le groupe hier dans un communiqué, confirmant une information de Radio Fréquence Jura (RFJ).

Un plan social a déjà été mis en place pour «minimiser l'impact sur le personnel». Ce plan, qui prévoit «une indemnité équitable et des mesures d'aide à la recherche d'emploi», a été «approuvé par le groupement du personnel BAT», indique encore la société.

Les personnes qui bénéficieront d'une pré-retraite «se verront offrir une rente pleine, prévue à l'âge terme de 60 ans». Le site jurassien de BAT emploie actuellement quelque 380 collaborateurs. L'usine de Boncourt «lancera son programme d'efficience» avec l'objectif «d'optimiser sa techno-

logie» et de «développer sa flexibilité», explique la firme. Pour ce faire, une «nouvelle structure organisationnelle et opérationnelle» devrait permettre de «rechercher des synergies» au sein des diverses fonctions de l'entreprise, résume celle-ci.

L'usine de Boncourt concentrera désormais ses opérations sur les innovations et les produits «super premium» de la marque Dunhill destinés aux marchés d'exportation du Moyen-Orient. Dans ce but, le parc des machines sera amélioré dans la fabrique boncourtoise «Dunhill».

L'entreprise se dit confiante en l'avenir, pour maintenir à Boncourt des «standards de qualité élevée». BAT emploie en Suisse 900 collaborateurs répartis sur quatre sites, à Boncourt, à Oensingen (SO), à Zoug, et dans des bureaux commerciaux à Lausanne.

L'Arc jurassien vit un début d'automne difficile. Lundi, le fabricant prévôtois de machines-outils Tornos annonçait pour sa part le licenciement effectif de 131 employés sur son site de Moutier, dans le Jura bernois, et seize sur celui de La Chaux-de-Fonds, provoquant une onde de choc sur toute la région.

Dans le cas de l'entreprise Tornos, une bourse d'emplois a été instaurée pour permettre aux entreprises d'annoncer leurs postes vacants. Cette bourse est censée offrir aux personnes licenciées la possibilité de retrouver rapidement de l'embauche. — (ats)

Sika: objectifs précisés

Le management de Sika prévoit une petite croissance du chiffre d'affaires et une nette amélioration de la profitabilité pour l'année en cours, bien que le deuxième semestre devrait être meilleur que le premier. Une croissance de chiffre d'affaires de 4 à 6% pour l'ensemble de l'année 2012 est attendue, selon les documents de présentation et les déclarations de Jan Jenisch, CEO de la société, à l'«UBS Best of Switzerland Conference» qui s'est tenue mardi. La profitabilité devrait s'améliorer «fortement». La marge EBITDA devrait être «juste en dessous de l'objectif de 12%», a déclaré le CEO au cours de la manifestation. «En 2013, nous devrions nous situer à nouveau dans une fourchette de 12 à 14%», a-t-il ajouté.

Les volumes de chiffre d'affaires en Europe devraient baisser, mais les pays émergents et l'Amérique du nord devraient continuer à offrir des possibilités de croissance, selon le directeur. Sika a enregistré au premier semestre 2012 une hausse du chiffre d'affaires de 3,4% à 2,31 milliards de francs et

un relèvement de l'EBITDA de 8,9% à 263,3 millions, ce qui correspond à une marge de 11,4%. En 2011, le fournisseur de spécialités chimiques a réalisé un chiffre d'affaires net de 4,56 milliards et un EBITDA de 477,4 millions de francs, ce qui correspond à une marge de 10,5%. Au cours de la présentation des résultats semestriels à fin juillet, le management avait fait état pour le deuxième trimestre d'une évolution toujours positive des marges. Il n'avait toutefois pas avancé de chiffres. Sika prévoit toujours des impulsions de croissance des régions de l'Amérique latine, de l'IMEA (Inde, Moyen-Orient, Afrique) et de l'Asie/Pacifique. De plus, il faut s'attendre à une reprise de la construction et des projets d'infrastructure en Chine, selon la société. Tandis que la croissance solide devrait se poursuivre en Amérique du nord, le groupe estime l'évolution en Europe difficile. Dans les pays méditerranéens touchés par la crise de l'euro en particulier, il s'attend au mieux à de faibles tendances de reprises, selon les propos tenus en juillet. ■

ABB: importante commande des transports publics de São Paulo au Brésil

Le géant zurichois de l'électrotechnique ABB a reçu une grosse commande chiffrée à 50 millions de dollars (environ 47 millions de francs) des chemins de fer métropolitains de São Paulo, au Brésil. La «Companhia Paulista de Trens Metropolitanos» veut réaliser une sous-station assurant un approvisionnement sûr en courant. La commande devra également permettre d'augmenter la capacité sur deux lignes RER dans l'agglomération de São Paulo. Ces lignes doivent améliorer les liaisons entre les périphéries sud et ouest et le centre-ville. — (ats)